



*Déclaration Liminaire du CTL du 15 février 2018*

Monsieur le Président,

Le Service Public a un coût, mais il n'a pas de prix !

Le Service Public est partout mais il est invisible aux yeux de tous !

Le Citoyen utilise le Service Public quotidiennement, mais sans s'en rendre compte !

Dans une approche économique, les fonctionnaires ne sont pas une charge pour la société, les fonctionnaires sont la valeur ajoutée de l'État !

En 4 lignes, tout est dit et pourtant :

- ✗ Dès 2018, le pouvoir d'achat des Français va augmenter, et pourtant, depuis janvier 2018, les retraités et les fonctionnaires perdent de l'argent;
- ✗ « chaque agent doit voir son **pouvoir d'achat garanti** et son expérience valorisée », pourtant, « une part de sa rémunération doit être liée au **mérite** et à l'atteinte des résultats individuels et **collectifs** » ;
- ✗ Il faut recréer un dialogue social dans le secteur public, pourtant, les instances, notamment, le CHS-CT et les CAP, **retardent le bon déroulement des réorganisations** ;
- ✗ Il faut élargir **le recours au contrat**, et pourtant dans un même temps, il faut effectuer un véritable effort de formation, afin d'accompagner, notamment, les reconversions sous forme de mobilité au sein de la fonction publique **ou vers le secteur privé**;
- ✗ Et le dernier point sur le « i », si le doute persistait, M DARMANIN conclut à la conférence de presse sur l'Action Publique 2022 (AP 2022) par : « il ne s'agit pas de faire un plan de départs volontaires pour tout le monde, bien évidemment. Il s'agit d'**adapter nos services publics** et de le faire avec et pour les agents publics », et en même temps « il s'agit d'imaginer avec les agents publics un plan pour ceux qui souhaiteraient partir à la **conséquence de la réforme de L'État** ».

Le Service Public, la Fonction Publique et les fonctionnaires qui la composent sont jetés en pâture à l'opinion publique qui en oublie qu'à ce jour elle est garante de gratuité, d'équité et d'efficacité !

Monsieur le Président,

Les attaques contre la fonction publique n'ont jamais été aussi violentes, claires et décomplexées !

La DGFIP, par le prisme de la Fonction Publique d'État, est sacrifiée, au point de ne plus jamais être citée ! Jamais considérée comme prioritaire, plus reconnue comme régaliennne, la DGFIP n'est plus qu'un réservoir d'agents dont la suppression massive permettrait de faire des économies (mais pour qui?) avec pour premières conséquences l'abandon programmé de nos missions...

Les missions de la DGFIP, exécutées quotidiennement en toute impartialité et ce grâce aux statuts imposés à ses fonctionnaires, sont peut-être oubliées ou méconnues ? **La gestion et le contrôle des RECETTES de l'État pour assurer la gestion et le contrôle des DÉPENSES de l'État. Ces quelques mots pour permettre le fonctionnement de TOUS les Services Publics et assurer l'investissement public, un des leviers de l'économie du secteur privé !**

Monsieur le Président,

La DGFIP est en danger et notre modèle de société également. 37 000 suppressions d'emplois depuis 2002 et près de 20 000 annoncées d'ici 2022, le constat est clair, le résultat inévitable. De votre optimisme déclaré, Monsieur le Président, pouvez-vous montrez, aux agents de la DGFIP du Pas-de-Calais, le phare, ou tout du moins la chandelle au sommet de la tour, qui leur donnera l'espoir d'un avenir moins sombre ?

SOLIDAIRES Finances Publiques exige :

- ✓ l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois à la DGFIP ;
- ✓ le maintien de l'intégralité de nos missions ;
- ✓ les moyens budgétaires pour assurer des conditions de travail optimales à l'ensemble des agents.

Monsieur le Président,

Le professionnalisme et la technicité des agents de la DDFiP du Pas-de-Calais ont toujours été reconnus. Cette excellence permet, chaque année, d'afficher, et même de dépasser les résultats attendus, mais à quel prix ? Une surcharge de travail aux conséquences multiples, congés non pris, écrêtements horaires et aussi, malheureusement plus grave, arrêts de travail, conflits, perte de sens, épuisement professionnel. La DGFIP le sait, la DGFIP l'a constaté et maintenant la DGFIP corrige ses outils pour ne plus que cela se sache !

Monsieur le Président,

Les services de Direction ont toujours eu pour mission, entre autres, d'apporter, et notamment par son niveau d'expertise, son soutien au réseau. L'Echelon Départemental de Renfort a pour mission de soutenir et de renforcer le réseau sur des pics de charge et des absences de courtes ou de moyennes durées. Pourtant, ces services, tout comme le réseau, subissent des suppressions d'emplois au fil des ans.

Monsieur le Président,

Un déménagement à effectuer, une porte à réparer, des espaces verts à entretenir, des locaux à nettoyer, nos collègues, agents techniques (y compris 'Berkani') sont là. La 2ème vague de titularisation passée, des conditions arbitraires et seulement 27 postes d'agents techniques proposés au niveau national.

Monsieur le Président,

La fonction publique se doit d'être également un tremplin pour la jeunesse. La DGFIP s'y est pleinement inscrite. Et à cette fin, l'accueil des volontaires du service civique dans nos locaux doit correspondre à cette mission, **la découverte du milieu professionnel**, et donc se cantonner à une partie de la mission d'accueil au sein de notre administration. Cette coopération ne doit en rien devenir un moyen pour palier l'absence d'agents de la DGFIP.

Monsieur le Président,

Ces points, à l'ordre du jour de ce CTL, reflètent le problème numéro un à tous nos maux : **les suppressions d'emplois et les vacances de postes au sein de la DGFIP, et au sein de la DDFiP du Pas-de-Calais.**

Pour l'instant, aucune des pistes envisagées par nos gouvernants et nos dirigeants ne semblent prendre en compte ce constat afin d'y apporter la seule solution possible, plausible et immédiate.

Monsieur le Président,

SOLIDAIRES Finances Publiques 62 continue de dénoncer une situation intolérable qui n'a que trop duré dans un service de la DDFiP du Pas-de-Calais : des agents en souffrance, des agents déplacés, un pilotage défaillant, des missions fragilisées.

Des démarches effectuées, des alertes relayées, de l'énergie dépensée, des RPS avérés, des agents en danger et pourtant la situation perdure... ?!

Ce contexte global, comme l'accroissement des situations médico-sociales de plus en plus complexes et des demandes de consultations des agents, oblige, encore une fois, SOLIDAIRES Finances Publiques 62 à demandé le recrutement d'un médecin de prévention pour le département et ce, de toute urgence !

Vos élus **SOLIDAIRES Finances Publiques 62**

**Wilfried GLAVIEUX, Catherine PAYEN, Laurence MOUTIN-LUYAT**

**Catherine VERDAUX, Nadège BOTTE (expertes)**

